

Le financement intelligent pour les emplois de haute qualité

Proposition prébudgétaire de Polytechnics Canada au Comité permanent des finances de la
Chambre des communes

août 2011



SOMMAIRE

À l'instar du Comité permanent des Finances, Polytechnics Canada a pour objectif de créer des emplois durables de haute qualité. Le retard du Canada en matière d'innovation ne pourra être rattrapé que lorsque toutes les personnes hautement qualifiées auront obtenu les emplois à rémunération plus élevée pour lesquels elles ont été formées.

Notre mémoire est axé sur trois recommandations en vue du budget fédéral de 2012, lesquelles favoriseraient le développement de talent pour l'industrie canadienne. Nous savons qu'il faut faire preuve de discipline financière; ainsi, nos propositions se limitent à des façons abordables d'investir dans les gens qui peuvent contribuer à l'économie de l'innovation. Nous sommes en faveur d'une vision englobant davantage de talents nécessaires à l'innovation et qui mise sur la vaste gamme de compétences acquises par tous les apprenants canadiens : étudiants des collèges, travailleurs actuels, nouveaux arrivants qualifiés et apprentis, en plus des diplômés universitaires. La diversité du secteur canadien de l'enseignement supérieur doit être mieux reconnue par les employeurs, les parents et, en fait, tous les ordres de gouvernement.

Plus précisément, Polytechnics Canada propose les initiatives à petite échelle et abordables suivantes pour cibler les acteurs sous-utilisés de l'écosystème canadien de l'innovation. Le gouvernement fédéral devrait :

- 1. Mettre sur pied un programme pilote de mentorat en recherche pour les professionnels formés à l'étranger qui sont déjà au Canada.**
- 2. Établir un programme pilote d'entrepreneur en résidence dans les collèges et écoles polytechniques du Canada.**
- 3. Dans un esprit d'équité, offrir aux apprentis les allègements fiscaux dont jouissent les étudiants du niveau post-secondaire inscrits dans les programmes « académiques ».**

Ces recommandations aideront le gouvernement à atteindre son objectif d'avoir une main d'œuvre davantage inclusive et capable de s'adapter et une économie plus productive. À notre avis, il s'agit de dépenser de façon intelligente pour créer des emplois destinés à une main d'œuvre qualifiée.

Polytechnics Canada est une association qui représente les principaux collèges, écoles polytechniques et instituts de technologie en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario. Nos membres sont d'importants établissements post-secondaires urbains publics qui, par le truchement de leur engagement envers l'éducation appliquée et la recherche appliquée pour l'industrie, offrent des solutions aux défis auxquels le Canada doit faire face en matière de talents, de compétences et d'innovation. Ils offrent une vaste gamme de programmes d'éducation appliquée axés sur les employeurs et fondés sur la technologie, lesquels mènent à des emplois de haute qualité. L'éducation est offerte à plusieurs niveaux : formation d'apprenti, certificat, diplôme, baccalauréat et deuxième cycle.

En période d'incertitude et de ralentissement économique, le moment est bien choisi pour le Comité permanent des finances d'aider à créer des emplois durables de haute qualité. Polytechnics Canada partage cette préoccupation. En effet, nous avons comme mission d'aider nos membres à favoriser ce genre d'emplois, qui profite à l'industrie ainsi qu'à l'économie dans son ensemble. Une discipline financière solide et des investissements publics intelligents sont essentiels à un accroissement de la productivité, malgré les perturbations actuelles.

Au Canada, les secteurs privé et public doivent faire face à des défis qui sont bien documentés en matière d'innovation et de productivité. Polytechnics Canada a réagi en demandant des mesures nationales pour combler les lacunes du Canada dans les domaines de la recherche, du développement et de la commercialisation, surtout chez nos partenaires de l'industrie — les petites et moyennes entreprises (PME) innovatrices.

Ces dernières années, le gouvernement du Canada a créé des occasions considérables pour promouvoir les services de recherches des collèges/écoles polytechniques pour l'industrie. Des initiatives de financement précises présentées dans les deux derniers budgets fédéraux et administrées par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG), la Fondation canadienne pour l'innovation, FedDev Ontario et le Programme d'aide à la recherche industrielle prouvent clairement que la recherche appliquée dans les collèges et les écoles polytechniques est maintenant reconnue comme un facteur clé au succès commercial des entreprises canadiennes. Ces initiatives ont répondu aux recommandations que nous avons présenté à ce Comité même. Les membres de Polytechnics Canada se servent pleinement de ces occasions de financement, qui permettent à nos étudiants d'aider des entreprises à relever leurs défis en matière d'innovation.

Dès la conclusion du Groupe fédérale d'experts qui entreprend l'examen de la recherche-développement, des opportunités apparaîtront pour moderniser la livraison du soutien pour la R-D d'entreprises. Polytechnics Canada présentera des idées pratiques pour améliorer les résultats d'innovation d'entreprises par encourager une meilleure mobilisation de la recherche appliquée au secteur collégial canadien.

Actuellement, l'attention qu'accorde le gouvernement fédéral à l'économie du savoir est surtout axée sur les besoins des titulaires de diplômes d'études supérieures (c.-à-d. doctorats) et les percées scientifiques de classe mondiale. Sans douter de leur importance, il convient de souligner que le succès en innovation — tel que noté dans le rapport de l'OCDE de cette année intitulé *Workforce Skills and Innovation* — est un phénomène plus omniprésent qui se produit dans l'ensemble des opérations d'une entreprise et nécessite la contribution de travailleurs à tous les niveaux. Puisque 98 % des entreprises canadiennes sont des PME qui ont besoin de travailleurs polyvalents pour répondre à leurs besoins tant d'affaires que techniques, les diplômés des écoles polytechniques, avec leurs compétences en innovation et leur esprit d'entreprise, devraient également être reconnus comme un atout précieux dans la nouvelle économie du savoir. Des doctorats et la R-D ne suffisent pas à l'innovation en perte de vitesse du Canada. Nos politiques doivent aussi appuyer les praticiens qui font preuve d'innovation et d'esprit d'entreprise.

Nos membres préparent un grand nombre d'étudiants à occuper les emplois de haute qualité qui constitueront un moteur clé de la croissance économique au Canada. Les diplômés des écoles polytechniques, avec leurs compétences en innovation, leur esprit d'entreprise ainsi que leurs connaissances techniques hautement spécialisées, sont très en demande. Les talents

d'entrepreneur profitent non seulement à ceux qui gère leur propre entreprise; il s'agit aussi d'un atout précieux chez les employés afin d'améliorer la productivité d'une entreprise existante.

À ce jour, la plupart des programmes fédéraux de développement de talent sont gérés en cloisonnement. Les agences fédérales de subventions de recherche sont chargées de soutenir le talent supérieur, tandis que Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) s'occupe de l'acquisition et de l'amélioration des compétences. Pendant ce temps, Citoyenneté et Immigration Canada est responsable des programmes à l'intention des nouveaux arrivants qualifiés. Pourtant, la pénurie de main d'œuvre qualifiée persiste, combinée aux difficultés supplémentaires que présente les disparités entre les compétences et les possibilités d'emploi et à la frustration accrue ressentie par les employeurs à l'égard des diplômés qui ne comprennent pas leur entreprise. Le temps est venu d'élaborer une vision plus globale du talent nécessaire à l'innovation, qui exploite la vaste gamme de compétences de tous les apprenants canadiens : étudiants des collèges, travailleurs actuels, nouveaux arrivants qualifiés et apprentis, en plus des diplômés universitaires. La diversité du secteur canadien de l'enseignement supérieur doit être mieux reconnue par les employeurs, les parents et, en fait, tous les ordres de gouvernement.

La renégociation du Transfert canadien en matière de programmes sociaux par le gouvernement fédéral en 2014 sera une importante occasion d'améliorer le déploiement du talent et de rendre les établissements d'enseignement supérieur responsables de la transférabilité des crédits — élément vital à la mobilité des étudiants. Polytechnics Canada proposera des idées pour un système d'éducation post-secondaire plus efficace, diversifiée et responsable alors que les gouvernements aborderont ce défi urgent. La mobilité de la main d'œuvre et les défis au chapitre des compétences méritent d'obtenir l'attention des responsables des politiques immédiatement, mais nous reconnaissons que le budget fédéral de 2012 ne peut aborder ce défi que de façon modeste.

Ainsi, notre mémoire se limite à seulement trois idées pour soutenir le développement du talent pour l'industrie canadienne maintenant. Nous savons qu'il faut faire preuve de discipline financière; ainsi, nous nous sommes limités à des recommandations clé en main et peu coûteuses — elles sont actuellement abordables et peuvent avoir des répercussions immédiates sur la création d'emploi et la promotion de l'innovation au sein de programmes en place.

Faire la liaison entre les nouveaux arrivants hautement qualifiés et l'économie de l'innovation

Situés dans des centres urbains clés, les membres de Polytechnics Canada sont des leaders dans la prestation de programmes qui mènent les nouveaux arrivants à des emplois au moyen de l'amélioration des compétences, de l'attestation de compétences, de la formation axée sur des compétences en milieu de travail, de la formation linguistique, de programmes de transition et de l'évaluation des acquis et des titres de compétence. Nos neuf membres accueillent aussi le plus grand nombre d'étudiants internationaux de tout le secteur des collèges canadiens, soit plus de 16 000 étudiants internationaux à temps plein.

Les travailleurs professionnels qualifiés étrangers (nouveaux arrivants au Canada), aussi appelés professionnels formés à l'étranger, ont des années d'expérience dans leur domaine mais sont trop souvent sous-employés. Les ingénieurs, les scientifiques, les chercheurs et les technologues ont été choisis par notre système d'immigration pour renforcer notre main d'œuvre.

Pourtant, en raison d'un manque d'expérience de travail au Canada et des problèmes chroniques du système d'évaluation des titres de compétence, ces personnes demeurent trop souvent incapables de se trouver un travail qui leur convient. On s'entend généralement pour dire que de mobiliser ces nouveaux arrivants hautement qualifiés pour le marché du travail constitue un défi socio-économique urgent. La résolution de ce problème profitera directement à l'économie canadienne.

Les membres de Polytechnics Canada offrent une occasion de faire la liaison entre l'expertise de ces nouveaux arrivants et les besoins en recherche appliquée de PME par le truchement de la recherche appliquée qui se fait à nos collèges. Un programme de mentorat en recherche qui ferait en sorte qu'il soit plus facile pour des professionnels résidents formés à l'étranger, qui sont actuellement sans emploi ou sous-employés, de travailler dans un collège ou une école polytechnique à des activités de recherche ou de commercialisation avec des partenaires de l'industrie pourrait atteindre de multiples objectifs. Des emplois seront créés, et l'activité économique sera stimulée. Les écoles polytechniques et les collèges obtiendront du personnel de recherche à temps plein supplémentaire pour répondre à la demande de services de recherche appliquée qui dépasse notre capacité de recherche appliquée modeste.

L'embauche de ces professionnels formés à l'étranger à titre de mentors en recherche appliquée à temps plein apportera des connaissances approfondies qui fourniront aux étudiants un apprentissage pratique de la part de professionnels expérimentés. Pendant ce temps, les professionnels formés à l'étranger obtiennent de l'expérience de travail au Canada, gagnent un salaire respectable, établissent des contacts importants avec l'industrie et sont exposés aux pratiques d'affaires canadiennes, tout en améliorant leurs compétences en milieu de travail.

Recommandation 1

Polytechnics Canada recommande au gouvernement fédéral de se faire le champion d'un programme pilote de mentorat en recherche à l'intention des professionnels formés à l'étranger, par lequel des postes de mentors d'une durée de trois ans seraient créés dans les collèges et écoles polytechniques. Le programme pilote pourrait être offert par l'intermédiaire des organismes de développement régionaux (soit des programmes d'innovation, soit des programmes de développement des collectivités) et coûterait 6 M\$ sur trois ans. Le fait d'offrir du travail de valeur et de l'expérience en entrepreneuriat à ces nouveaux arrivants accélérerait leur intégration à l'économie canadienne et contribuerait à la capacité de recherche que les collèges et écoles polytechniques peuvent offrir aux PME.

Former des entrepreneurs pour innover

Les entrepreneurs jouent un rôle important dans l'augmentation du niveau de croissance de l'emploi au Canada en démarrant et en faisant croître des entreprises prospères qui créent de nouveaux emplois et favorisent l'innovation. Il est temps que le Canada reconnaisse que les entrepreneurs sont non seulement des titulaires de MBA, mais aussi des gens qui ont des antécédents scolaires et de formation variés et qui sont des gens d'action, des innovateurs et des chefs d'entreprise dans leur collectivité. Les programmes de formation en entrepreneuriat servent non seulement à former plus de gestionnaires, mais aussi à aider les employés à stimuler l'innovation dans des entreprises existantes et à donner lieu à de nouvelles idées

vouées à un succès commercial. Tous les travailleurs devront avoir l'esprit d'entrepreneur pour décrocher les emplois de l'avenir destinés à une main d'œuvre qualifiée.

Les membres de Polytechnics Canada réagissent rapidement à la nouvelle demande de formation et de mentorat de jeunes entrepreneurs. Nos données démontrent que de plus en plus de diplômés d'écoles polytechniques démarrent leur propre entreprise ou deviennent de précieux membres de l'équipe d'autres entreprises.

Nos membres conçoivent des cours sur l'ABC de démarrer une entreprise; créent des « laboratoires vivants » où, guidés par des membres du corps professoral, des étudiants offrent des services d'experts-conseils à des entrepreneurs locaux; et intègrent de la formation en entrepreneuriat aux programmes de diplôme pour apprentis.

Dans le cadre de nos programmes de premier cycle en administration des affaires, en gestion, en publicité et en comptabilité, nos membres veillent à ce que nos étudiants soient exposés aux membres du corps professoral issus de l'industrie. Les entrepreneurs commencent à avoir des occasions d'offrir du mentorat à des étudiants, ce qui permet le transfert d'un précieux savoir-faire à la prochaine génération d'entrepreneurs.

Recommandation 2

Le gouvernement fédéral devrait démontrer son soutien au « transfert de connaissances » en entrepreneuriat en créant un programme d'entrepreneur en résidence dans les collèges et écoles polytechniques du Canada. Les entrepreneurs auraient fait leurs preuves en matière de démarrage d'entreprises, de financement d'investissements et/ou de commercialisation de technologies et seraient désireux de transmettre leur expérience et leurs connaissances à la prochaine génération d'entrepreneurs canadiens. Ces personnes offriraient orientation et mentorat aux étudiants, entreprises embryonnaires et clients des bureaux de recherche appliquée des collèges. Un programme pilote d'entrepreneur en résidence d'une durée de cinq ans dans les collèges et écoles polytechniques coûterait 7 M\$ et pourraient être exécuté par RHDC dans le cadre de ses programmes de financement visant à améliorer les compétences et la formation. Mettre en contact des étudiants des écoles polytechniques et des entrepreneurs et propriétaires de PME prospères donnera lieu à une main d'œuvre plus hautement qualifiée et engagée ainsi qu'à une économie plus productive.

Achèvement de la formation d'apprenti et augmentation du nombre de gens de métier « Sceau rouge »

Les membres de Polytechnics Canada jouent un rôle important pour remédier à la grave pénurie imminente de gens de métier, essentiels au maintien d'une économie prospère. Pendant l'année scolaire 2009-2010, près de 34 000 apprentis ont fréquenté nos établissements membres dans le cadre de 181 programmes, comme les métiers de la construction, la mécanique et la tuyauterie.

Les apprentis visent une *carrière* dans un métier spécialisé, et non pas simplement un *emploi*. Le système collégial accueille de plus en plus d'apprentis inscrits qui détiennent déjà un baccalauréat ou un autre titre scolaire de niveau post-secondaire. La poursuite d'une formation

d'apprenti est l'équivalent dans les métiers spécialisés de la poursuite d'études de deuxième ou troisième cycle, et le gouvernement fédéral devrait y offrir son soutien.

La majeure partie du soutien financier post-secondaire cible les étudiants qui ont terminé leur études secondaires ou les étudiants qui entreprennent des études traditionnelles de deuxième ou de troisième cycle et est offert sous la forme de prêts étudiants et d'une exonération fiscale annuelle pour la première tranche de 3000 \$ de bourses.

Les apprentis, toutefois, ne peuvent pas compter sur le même niveau d'aide financière puisque leurs subventions sont traitées comme un revenu imposable, et le seul autre soutien à leur apprentissage est le revenu imposable accordé dans le cadre du système d'assurance-emploi pendant qu'ils s'absentent de leur emploi pour assister aux cours.

Puisque, aux fins fiscales, les apprentis sont traités comme des employés plutôt que comme des étudiants, peu d'aide, voire même aucune aide financière n'est mise à leur disposition durant leur formation. Ce fardeau a des répercussions considérables sur les apprentis adultes. Selon Statistique Canada, 63 % des apprentis inscrits, 83 % des apprentis qui terminent leur formation et 73 % des apprentis qui décrochent ont plus de 25 ans. Ces apprentis adultes, dans la plupart des cas, ont des obligations financières permanentes et bien établies (personnes à charge, loyer, paiements de véhicule, prêts étudiants existants, etc.), ce qui fait en sorte qu'il est de plus en plus difficile pour eux de quitter leur emploi pour suivre une formation en salle de classe.

Bien que le nombre de personnes inscrites aux programmes d'apprenti aient augmenté de façon considérable ces dernières années grâce à la Subvention incitative aux apprentis de 1000 \$ du gouvernement fédéral, à la Subvention d'achèvement de la formation d'apprenti de 2000 \$, au crédit d'impôt pour attestation et au crédit d'impôt pour achat d'outils, le nombre de diplômés dans les métiers demeure inférieur au niveau nécessaire pour remplacer les compagnons d'apprentissage qui prennent leur retraite. Autrement dit, trop peu de gens s'inscrivent à ces programmes et trop de gens décrochent pour devenir des « travailleurs non qualifié » parce qu'ils n'ont pas les moyens pour obtenir un certificat de qualification. Dans la majorité des cas, l'abandon de la formation des métiers avant son achèvement est attribuable à un manque de ressources financières.

Recommandation 3

Pour obtenir les gens de métiers nécessaires à la croissance économique, Polytechnics Canada recommande au gouvernement fédéral de mettre en place des conditions équitables d'admissibilité au soutien financier pour les étudiants inscrits aux programmes d'apprenti. Nous proposons plus précisément que, tout comme la première tranche de 3000 \$ de bourses accordée aux étudiants universitaires, la Subvention incitative et la Subvention d'achèvement soient aussi exonérées d'impôt. Sur les 77 000 subventions accordées pendant l'année d'imposition 2009-2010, cette mesure aurait représenté environ 27 M\$ de recettes fiscales. Ces recommandations auront des répercussions positives immédiates sur l'objectif du gouvernement d'avoir une main d'œuvre davantage qualifiée et engagée en dépensant de façon intelligente pour créer des emplois destinés à une main d'œuvre qualifiée.